

Premièrement, il faut rappeler que, dans son allocution à l'Assemblée générale, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a placé la politique canadienne de sécurité internationale résolument dans le contexte onusien:

"L'engagement de notre gouvernement envers les Nations Unies est sans réserve... Un système des Nations Unies dynamique... est essentiel pour des pays tels que le Canada - mais aussi pour les superpuissances. C'est précisément parce que plus de collectivités adoptent une attitude introspective qu'il nous faut renforcer les institutions mondiales qui nous réunissent."

"...qui nous réunissent": voilà les mots clés. Aux Nations Unies, c'est ce qu'on appelle la réalisation d'un consensus. Avec le consensus, l'ONU est une force au service de la paix; avec le consensus, l'ONU a enregistré un bon nombre de victoires. C'est en effet au "consensus historique" intervenu lors de la première session extraordinaire consacrée au désarmement en 1978 que l'on doit le Document final 129 paragraphes qui a posé les jalons d'un programme global de désarmement. Sans consensus, la voix de la communauté internationale est embrouillée et indistincte, et l'ONU semble impuissante à influencer de quelque façon que ce soit sur le cours des événements.

Arrêtons-nous un instant à la nature des Nations-Unies. Cette organisation internationale est composée de 159 pays dont certains sont moins peuplés que la ville d'Edmonton d'où je viens alors que d'autres comptent plus d'un milliard d'habitants. Pourtant, chaque membre de l'Assemblée générale dispose d'une voix. Le Canada est au nombre des "quelques privilégiés" qui ont richesses et institutions démocratiques. Toutefois, nous sommes fort conscients que, sans la collaboration des États du tiers monde, qui appartiennent à la grande majorité, bien peu de réalisations sont possibles.

Pour bon nombre de pays en développement, les impératifs ordinaires de la survie - l'alimentation de leurs populations, l'allègement de la dette, les ressources affectées au développement - prennent le pas sur ce que bon nombre d'entre eux perçoivent comme étant des préoccupations abstraites du monde occidental au sujet du contrôle des armements.

Le rôle joué par les pays d'Europe de l'Est vient compliquer davantage encore le problème; ces pays, pour des motifs idéologiques profondément enracinés et souvent sous-